

## **POLITISATION DU VIRUS: «LA FOIRE D'EMPOIGNE»**

*Philippe Gélie Le Figaro*

Le coronavirus n'est ni de droite ni de gauche, il se moque des démocraties comme des dictatures, mais on ne peut pas lui reprocher d'être nationaliste. Il a profité de la mondialisation du commerce et des voyages pour imposer sa propre mondialisation - celle d'une Terre devenue «*plate*», selon la formule de Thomas Friedman, où tout le monde est logé à la même enseigne. Les puissants ne sont pas plus à l'abri de la maladie que les peuples qu'ils gouvernent, comme l'illustre l'état de santé inquiétant du premier ministre britannique, Boris Johnson. En ce sens, le Covid-19 se révèle cyniquement populiste, une sorte de grand égalisateur mortifère.

On aimerait pouvoir dire que face à ce péril universel l'humanité est à égalité. Mais c'est faux, bien sûr. Si le virus se moque de la politique, la politique ne pense plus qu'au virus: comment lui répondre, limiter les dégâts qu'il engendre, aggravés par l'imprévoyance des gouvernants? Chacun se débat avec ses moyens, jouant des coudes dans une course égoïste où les États n'hésitent pas à voler à d'autres les masques et les tests qu'ils avaient omis de stocker. Spectateurs confinés de cette foire d'empoigne, les citoyens se révèlent étonnamment dociles et disciplinés, mais jusqu'à quand?

L'ambition de tirer profit de la situation reste un ressort puissant en temps de crise. Donald Trump a réglé sa campagne électorale sur le coronavirus, occupant la scène et privilégiant l'aide fédérale aux États républicains. En Israël, l'union nationale s'opère sur le dos des Palestiniens, l'opposition acceptant d'annexer des parts de la Cisjordanie. En Europe, où la solidarité bute toujours sur les modalités pratiques, les autocrates en profitent pour augmenter leurs pouvoirs. En contrepoint d'une Amérique isolationniste, la Chine et la Russie se lancent dans une diplomatie du don pour afficher la supériorité de leurs régimes. Et, partout, l'épidémie semble justifier une érosion des libertés publiques...

Le temps du bilan viendra après la crise, mais il promet un retour brutal de la politique - lorsque les gouvernés demanderont des comptes aux gouvernants.

*Philippe Gélie Le Figaro*